

Macron se rêve en empereur de l'Eur-Afrique

écrit par Marcher sur des oeufs | 21 septembre 2019



Et voilà pourquoi il faut accélérer les choses ; nous ne découvrons les choses que lorsqu'elles sont déjà actées.

On est cernés !

Ce matin, Christine Tasin disait que Macron se rêvait en Bonaparte :

Ce que Macron est en train d'organiser, c'est une direction parallèle de l'UE, menée par le triumvirat français, allemand et italien, qui déciderait pour tous les pays, tous les dirigeants, tous les peuples, de ce qui serait bon pour eux. Même les élections européennes, c'est encore trop de démocratie pour lui ; laissons de Laver faire de la figuration et écoutons Macron qui se voudrait Bonaparte. Sauf qu'il n'arrive même pas à la cheville de Napoléon Bonaparte, un des plus grands hommes que notre pays ait porté. Et qui aimait la France, lui, avec passion...

Lire et relire le chef d'oeuvre d'André Castelot, *Bonaparte*, suivi du tome 2 *Bonaparte*. Le *Napoléon* de Max Gallo est également magnifique. Lecture nécessaire en ces temps troubles où des millions d'allumés voient des héros en Gassama ou Macron, ces chiures de mouche.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/09/20/macron-a-la-tete-dun-triumvirat-francais-allemand-et-italien-repartition-obligatoire-des-migrants-en-ue/>

Macron, oui, se rêve en Napoléon, mais ni de la France, ni de

l'Europe : l'empereur de l'Eur-Afrique !

(**Note de Christine Tasin** : qui dit mieux ? Si on comprend bien la fin de l'article ci-dessous, on découvre que Macron se rêve même en... Dieu désireux d'inventer, carrément une mythologie nouvelle... Je ne lui ferai pas l'insulte de croire qu'il ne sait pas ce qu'est la mythologie. Il veut donc inventer un autre monde, d'autres dieux, et expliquer le monde dont il rêve avec de belles histoires...)

Le Sommet des Deux Rives face au défi du financement

Un an après son lancement, ce second sommet devait être la conclusion d'une politique visant à réunir les pays méditerranéens. Si 14 projets ont bien été sélectionnés pour répondre aux grands enjeux économiques, climatiques et de mobilité, la crainte qu'ils n'aboutissent pas demeure. [Un article de notre partenaire, La Tribune.](#)

« *Marseille va peut-être devenir le lieu de tous les possibles* », glisse, dès l'ouverture, l'animateur du sommet des deux rives, qui s'est tenu le 24 juin. Cette initiative lancée par Emmanuel Macron il y a un an tout pile pour « retrouver le fil d'une politique méditerranéenne différente », a réuni au palais du Pharo de Marseille les différents ministres des Affaires étrangères de dix pays du bassin méditerranéen ainsi que des acteurs de la société civile. Pour la politique, les « 5+5 », à savoir cinq pays de la rive nord (Espagne, France, Italie, Malte et Portugal) et autant pour la rive sud (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie). Pour la société civile, « l'assemblée des 100 » avec dix chefs de délégation pour chaque pays.

« Une composante inédite », se réjouit Ouided Bouchamaoui, présidente du comité de pilotage. Elle espère que cette initiative va « encourager la jeunesse des deux rives à se rapprocher pour réduire le gap économique entre le nord et le

sud ». Enzo Moavero Milanesi, ministre des Affaires étrangères italien, souligne que « la Méditerranée a toujours été un grand carrefour, mais tout d'abord économique. 20 % du commerce mondial passe ici, c'est un défi pour nous tous ». Andreas Schaal, directeur de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), rappelle « le chômage est de 25 % au Sud et 23 % au Nord, c'est une problématique commune ». « Nous parlons de deux rives, mais moi je n'en vois qu'une seule. Il faut arriver à cela », ajoute Sabri Boukadoum, ministre des Affaires étrangères algérien.

Le défi est transversal. Energie, jeunes-mobilité, économie-compétitivité, culture-tourisme et environnement-développement durable sont les cinq thèmes retenus et sur lesquels chacun devait plancher. **Grand absent, le défi migratoire est abordé du bout des lèvres.** « *Mobilité et migration devraient être vues comme un vecteur de croissance économique plutôt que comme une menace* », souffle Khemaies Jhinaoui, ministre des Affaires étrangère tunisien. « **C'est le symptôme des inégalités d'une rive à l'autre** », balaie Emmanuel Macron.

L'Union pour la Méditerranée a dix ans. L'occasion de revenir sur le bilan de l'institution.

Reste à trouver les financements

Au total, 262 projets ont été présentés pour 14 retenus. « *Le plus emblématique est pour moi le programme méditerranéen nouvelle chance* », avance Jean-Yves Le Drian. Le ministre des affaires étrangères français poursuit : « **Cela a été conclu au plus près des acteurs de l'emploi, cela prévoit un réseau d'écoles des métiers de la mer sur les deux rives, une école euro-arabe et un média plurilingue pour promouvoir les actions** ». Il n'en sera pas dit davantage sur les projets. Emmanuel Macron veut lui relancer « le rêve » et le « mythe » de la Méditerranée.

Des ambitions qui se heurtent à une réalité. « Le problème

c'est l'accès au financement », insiste Samir Abdelkim, entrepreneur marseillais fondateur de Start-upBrics. Un point de vue largement partagé par les différents intervenants. Les précédentes initiatives que sont le processus de Barcelone en 1995 ou l'Union pour la Méditerranée en 2008 n'ont pas abouti. « Le bilan aujourd'hui est en dessous de nos ambitions de l'époque », reconnaît Khemaies Jhinaoui.

La crainte est donc que cela ne devienne le mythe de Sisyphe. « Le grand risque c'est ce que vont devenir de tous ces projets qui ont fleuri pendant ces rencontres. Les fleurs sont jolies mais elles se fanent, il faut s'en occuper. Une idée reste une idée tant qu'il n'y a pas de suivi, de financement et d'appui », prévient Josep Borrell, ministre des affaires étrangères espagnol. Pour réunir les fonds nécessaires, Ambroise Fayolle, vice-président de la banque européenne d'investissement, « compte sur le secteur privé ». De son côté, Abderrahmane Mebtoul, le chef de file de la délégation algérienne annonce qu'il « *va proposer une banque méditerranéenne pour financer les projets* ».

Le besoin massif d'investissement dans les pays en développement ne peut être comblé par le seul secteur public. L'implication du privé est donc clé pour atteindre les Objectifs de Développement Durables, estime Neven Mimica, commissaire à la coopération internationale.

Rendez-vous dans six mois

Au-delà du financement, les ministres et acteurs économiques demandent un vrai suivi. « Les anciens dispositifs ont été limités à cause d'engagements insuffisants », juge Khemaies Jhinaoui. « Le suivi est important, il doit se faire de manière systématique dans les semaines qui suivent », Pierre Heilbronn, vice-président de la banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Censé être un point d'arrivée, ce rassemblement à Marseille ressemble à un point de départ. « *Je vous donne rendez-vous dans six mois* », prévient Emmanuel Macron. « *Pour voir les*

projets qui ont avancé pour que l'on essaie de se réunir entre chefs d'Etat ». Le président français « propose de mettre en place une petite équipe qui fasse le suivi concret pour que les financements arrivent et que l'on puisse avoir des résultats ». Un moyen « **d'inventer une mythologie nouvelle** ».

<https://www.euractiv.fr/section/aide-au-developpement/news/le-sommet-des-deux-rives-face-au-defi-du-financement/>

Par : Rémi Baldy | La Tribune

25 juin 2019